



L'ÉVÉNEMENT

Les enseignants veulent un avis du Conseil scientifique

OUI, les professeurs ont « envie » de retrouver leurs élèves, avant la rentrée de septembre. Ils sont « globalement dans une dynamique de reprise », expliquent les syndicats enseignants. Mais « les garanties sanitaires sont un préalable », à la fois pour les enfants, et pour eux, ajoutent-ils. Quid des masques et des tests ? Les syndicats ont été surpris de la communication très précise du ministre de l'Éducation, auprès de l'Assemblée nationale, alors que le dialogue social est en cours, expliquent-ils. Dimanche, le premier ministre expliquait que le plan de déconfinement serait annoncé fin avril.

Et lundi soir, la conseillère sociale de Jean-Michel Blanquer indiquait aux partenaires sociaux que rien n'était arrêté. Mais le ministre, fidèle à ses habitudes, a pris le parti de sortir du bois. Retour échelonné des élèves à l'école sur trois semaines, à compter du 11 mai ; les profes-

seurs « les plus vulnérables », ou côtoyant des personnes à risque, resteront chez eux, en télétravail. Un bon point qui n'efface pas le fond du problème.

« Pris au dépourvu »

« Depuis quand prend-on une décision grave, en France, sur la base d'un rapport émanant d'une institution étrangère ? » interroge Jean-Rémi Girard, au Snalc. Dans son audition, le ministre Blanquer a cité le rapport de l'Académie des sciences allemande Leopoldina, indiquant que les groupes d'élèves accueillis, lors du déconfinement, ne devraient pas excéder 15 personnes. « Mais les situations ne sont pas comparables, le nombre de morts n'est pas le même, et surtout, l'académie allemande précise que cet accueil ne sera possible que si « de grandes salles » sont disponi-

bles », ajoute le syndicaliste. *Ce qui n'est pas le cas en France* ». Il estime que la configuration des locaux ne permettra pas la nécessaire distanciation d'un mètre, pour un groupe de 15 élèves. « Il suffit d'allumer la télé ou la radio pour entendre tout et son contraire. Nous voulons un avis du Conseil scientifique français », ajoute-t-il, à l'instar des partenaires sociaux. Faute de quoi les professeurs pourraient ne pas reprendre les cours.

« Nous sommes pris au dépourvu », estime Philippe Vincent, « patron » des personnels de direction à l'Unsa. *15 élèves par classe, cela représente une centaine d'élèves par établissement, sans compter les professeurs, les personnels administratifs et de restauration scolaire. Nous prenons le risque de diffuser à nouveau l'épidémie* ». Selon le scénario imaginé par le ministre, les emplois du temps resteraient inchangés. Il y aurait donc autant de cours de maths, de français, de musique ou d'EPS qu'à

l'accoutumée. Étonnant de ne pas avoir prévu de se focaliser sur les fondamentaux...

Du côté des enseignants du primaire, on insiste sur la difficulté à exiger les gestes barrières des plus petits. Et l'on estime que 15 élèves, c'est beaucoup trop, alors que l'accueil mis en place pour les enfants de personnels soignants n'excédait pas 8 enfants pour les plus petits. « Vu la configuration des locaux, le lavage des mains, toutes les heures, ne sera pas possible », explique Francette Popineau, au Snuipp, le premier syndicat du primaire. *Que fera-t-on si un professeur ne se sent pas bien, si un enfant éternue ? Je veux un protocole ! lance-t-elle. Nous sommes*

responsables de nos élèves. Une jeune fille de 16 ans et des bébés sont morts du Covid. Nous ne pouvons assumer cela et se dire que l'on tente le coup ! Nous voulons un avis du Conseil scientifique ». ■ C. B.



FIGARO LIVE

Depuis quand prend-on une décision grave, en France, sur la base d'un rapport émanant d'une institution étrangère ?

JEAN-RÉMI GIRARD,
SNALC